

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'ACCÈS AU CONCOURS DE CONSEILLER DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (CADRE D'ORIENT)

Note importante : il est rappelé que les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'espace économique européen (autres que la France), de la Confédération suisse, de la principauté de Monaco ou de la principauté d'Andorre, s'ils sont nommés dans le corps des conseillers des affaires étrangères (Orient), ne pourront pas occuper un emploi dont les attributions ne sont pas séparables de l'exercice de la souveraineté ou comporte une participation directe ou indirecte à l'exercice des prérogatives de puissance publique. Leur avancement de grade ou leur promotion de corps interviendra avec les mêmes restrictions.

IMPORTANT

Nul ne peut concourir plus de 3 fois à l'un des deux concours (externe et interne), ni plus de 5 fois au total à ces deux concours.

CONCOURS EXTERNE

Le concours externe est ouvert aux candidats titulaires d'une licence, d'un autre titre ou diplôme classé au moins au niveau II ou d'une qualification reconnue comme équivalente à l'un de ces titres ou diplômes dans les conditions fixées par arrêté du ministre des Affaires étrangères, au plus tard **à la date de clôture des inscriptions au concours** (décret 69-222 art 11) :

- diplôme national sanctionnant un second cycle d'études supérieures (ENA arrêté du 7 avril 1972) ou un troisième cycle d'études supérieures (MAE du 13 octobre 1997) ou diplôme d'un institut d'études politiques, diplôme de pharmacien, doctorat en médecine, doctorat vétérinaire (ENA arrêté du 7 avril 1972) ;

- diplôme d'ingénieur délivré par l'une des écoles figurant sur la liste des écoles d'ingénieurs habilitées à délivrer le titre d'ingénieur diplômé établi par la commission des titres d'ingénieur diplômé en application de l'article 11 de la loi du 10 juillet 1934 (MAE arrêté du 7 mai 1997) ;

- diplôme délivré par l'un des établissements privés ou consulaires autorisés à délivrer un diplôme officiel visé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur et sanctionnant trois années d'études supérieures (MAE arrêté du 7 mai 1997) ;

- titres et diplômes de l'enseignement technologique homologués au niveau II et au dessus (MAE arrêté du 7 mai 1997) ;

- ou avoir terminé avec succès la première année du second cycle d'études supérieures juridiques ou économiques (ENA arrêté du 7 avril 1972) ;

- ou avoir obtenu le diplôme ou avoir satisfait à l'examen de sortie de l'un des établissements d'enseignement supérieur ou de l'une des écoles ou anciennes écoles ci-après (ENA arrêté du 7 avril 1972) :

- École de l'air ;
- École centrale des arts et manufactures ;
- École centrale lyonnaise ;
- École de haut enseignement commercial de jeunes filles ;
- École des hautes études commerciales ;
- École nationale des chartes ;
- École nationale des ponts et chaussées ;
- École nationale de la santé publique ;
- École nationale de la statistique et de l'administration économique ;

- École nationale supérieure de l'aéronautique ;
- Écoles nationales supérieures agronomiques ;
- Écoles nationales supérieures d'ingénieurs ;
- École nationale supérieure d'ingénieurs arts et métiers ;
- École nationale supérieure des mines de Paris ;
- École nationale supérieure des mines de Saint-Étienne ;
- Télécom Paris-Tech ;
- École navale ;
- École polytechnique ;
- École pratique des hautes études ;
- École des hautes études en sciences sociales ;
- École spéciale militaire ;
- École supérieure de commerce de Paris ;
- École supérieure d'électricité ;
- École supérieure de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris ;
- École supérieure des sciences économiques et commerciales ;
- Institut national agronomique ;
- Institut national des langues et civilisations orientales ;
- Instituts régionaux d'administration ;
- École nationale supérieure des techniques avancées ;

- ou avoir obtenu le certificat attestant la qualité d'ancien élève d'une école normale supérieure (ENA arrêté du 7 avril 1972) ;

- être titulaire du certificat de fin de cycle préparatoire au concours interne d'entrée à l'École nationale d'administration (décret n° 73-1027) ;

- ou avoir obtenu le certificat de fin de cycle de préparation au concours externe d'entrée à l'ENA organisé au Conservatoire national des arts et métiers, institué par le décret n° 81-294 du 31 mars 1981 (décret n° 82-778) ;

- ou avoir suivi le cycle de préparation au troisième concours d'entrée à l'ENA et échoué au dit concours. Les candidats concernés ne peuvent se prévaloir du bénéfice de ces dispositions que pendant un délai de deux ans à compter de la fin du cycle sans que leur soient opposables les conditions d'âge et de diplômes prévues par les statuts particuliers (loi n° 90-8).

REMARQUES :

Les diplômes requis pour se présenter aux concours organisés par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères sont des diplômes français. Toutefois, le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié fixe les conditions relatives aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique.

Les pères ou mères de famille d'au moins trois enfants, élevant ou ayant élevé effectivement 3 enfants, candidats au concours externe, sont dispensés de produire un de ces titres ou diplômes (décret n° 81-317 du 7 avril 1981 modifié).

De même, sont dispensés de la condition de diplôme les sportifs de haut niveau inscrits sur la liste arrêtée par le ministre chargé des sports (article L. 221-3 du code du sport).

CONCOURS INTERNE

Les candidats doivent remplir trois conditions :

1. *Une condition de statut* (décret n°69-222 art 11) : le concours interne est ouvert aux fonctionnaires et **agents de l'État**, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent. Ce concours est également ouvert aux candidats en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale.
2. *Une condition d'activité* (loi 84-16 art 19 et 20) : les candidats internes doivent être **en activité à la date de début des épreuves**, ce qui comprend également :
 - certaines positions de congé - administratif, maternité, formation - qui ne sont pas considérées comme interrompant l'activité,
 - le détachement,
 - le congé parental,
 - l'accomplissement du service national.

Les agents en disponibilité ne peuvent pas se présenter au concours interne.

3. *Une condition d'ancienneté* (décret 69-222 art 11) : les candidats doivent justifier d'au moins **quatre ans** de **services publics** au 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle le concours est organisé.

REMARQUES IMPORTANTES :

- ❖ **Par services publics**, il faut entendre l'ensemble des services effectivement accomplis, en qualité d'agent de droit public (fonctionnaire ou agent non titulaire de l'Etat avec des contrats de droit public, des collectivités locales et des établissements publics qui en dépendent), il n'est pas indispensable que les services requis soient consécutifs ou accomplis dans une même administration. Les services accomplis au sein des organisations internationales intergouvernementales sont assimilés à des services publics.
- ❖ **Les services effectués en qualité d'agent recruté en contrat local ne sont pas des services publics.** Pour les concours de catégorie A, ils ne sont pas pris en compte dans le calcul de l'**ancienneté**. En revanche, ils permettent de remplir la **condition d'activité**.
- ❖ Les périodes d'activité en qualité d'auxiliaire ou de vacataire sont prises en considération sous réserve qu'elles aient été accomplies en qualité d'agent de l'État c'est-à-dire qu'elles aient donné lieu à rémunération au titre d'emplois budgétaires de l'État.
- ❖ Le temps effectif de volontariat civil est compté dans le calcul de l'ancienneté des services exigés.
- ❖ Les services à temps partiel sont pris en compte au prorata de leur durée, pour les agents non titulaires de l'Etat qui sont titulaires d'un contrat de travail à temps incomplet (temps travaillé inférieur à 50%).
- ❖ Les états de service sont à envoyer à l'inscription par mail à l'adresse suivante : concours.bureau@diplomatie.gouv.fr.

CANDIDATS HANDICAPÉS

Les candidats qui souhaitent bénéficier de conditions particulières pour concourir devront faire parvenir la décision de la commission compétente ou de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) leur reconnaissant la qualité de travailleur handicapé (attestation en cours de validité).